



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 11 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 mars 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

site sis 69 avenue du 8 mai 1945 à Poitiers

Références : 2025 361 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007212222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2025 dans l'établissement Bonnet Sébastien implanté 69 avenue du 8 mai 1945 86000 Poitiers. L'inspection a été annoncée le 5 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- site sis 69 avenue du 8 mai 1945 86000 Poitiers
- Code AIOT : 0007212222
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette inspection fait suite, après un signalement de la ville de Poitiers, à une première inspection diligentée le 24 novembre 2015 au cours de laquelle il avait été constaté l'entreposage, à l'arrière de la maison d'habitation (parcelle cadastrée « HL 56 »), d'une vingtaine de véhicules au droit d'une parcelle enherbée dont une quinzaine pouvait être considérée comme des VHU, sans enregistrement ni agrément nécessaires à ce type d'activité relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Cette inspection avait motivé la signature le 24 novembre 2015, d'un arrêté mettant en demeure

l'exploitant de régulariser la situation.

L'écart persistant, l'arrêté préfectoral du 26 mai 2016 a rendu redevable d'une astreinte administrative l'exploitant. Plusieurs liquidations partielles ont été mises en œuvre.

Au regard des signalements du voisinage, une inspection a de nouveau été diligentée le 29 août 2024. Les constats ont motivé l'arrêté du 10 octobre 2024 mettant en demeure l'exploitant de régulariser la situation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitation d'une installation soumise à enregistrement	Code de l'environnement, articles L. 512-7 / R. 543-155-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre les actions en cours afin de régulariser la situation d'ici juin 2025. Des sanctions administratives et pénales pourront être proposées si les attendus ne sont toujours pas respectés à cette échéance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation d'une installation soumise à enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-7 / R. 543-155-1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
Prescription contrôlée : article L. 512-7 du code de l'environnement I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...]
article R . 543-155-1 du code de l'environnement Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage. Toutefois, les centres VHU titulaires d'un agrément délivré avant le 1er janvier 2025 qui ne sont pas soumis à enregistrement au titre de la rubrique mentionnée au précédent alinéa peuvent réceptionner des véhicules hors d'usage, tant que cet agrément n'est pas retiré ou suspendu dans les conditions prévues à l'article R. 515-38.
Constats :

La personne ayant entreposé les véhicules est dénommé ci-après l'“exploitant”.

Rappel des constats précédents / situation administrative

Lors de la visite d'inspection diligentée le 29 août 2024, il avait été constaté la présence de 13 véhicules (dont une caravane et un camion magasin). Le terrain était marqué par une végétation envahissante (dont des ronciers).

Au regard du nombre de véhicules présents et des conditions de stockage (entreposage à même le sol en terre, sans protection des intempéries) sur une superficie d'environ 330 m², il a été considéré que l'activité d'entreposage relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des ICPE (activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU).

Afin de régulariser la situation administrative, l'exploitant a été mis en demeure (arrêté préfectoral du 10 octobre 2024), de cesser cet entreposage, sous 2 mois.

Inspection du 10 mars 2025

Les conditions de stockage sont identiques mais la parcelle a fait l'objet d'un débroussaillage.

Il est constaté la présence de 2 XM et d'une Golf qui n'avaient pas été relevées lors de la précédente inspection, en raison probablement des ronces et autres éléments végétaux qui masquaient ces véhicules. Il appert, au vu de la végétation le 10 mars, que ces 3 véhicules étaient déjà stockés sur le site en octobre 2024.

Le jour de l'inspection, l'exploitant dispose de sa dépanneuse.

Il subsiste sur site, lors de l'arrivée de l'inspection des installations classées (IIC) :

- 6 XM (dont 2 immatriculées, 3 considérées comme épaves par l'exploitant) ;
- 3 BX (dont 1 immatriculée, 1 considérée comme épave par l'exploitant) ;
- 1 véhicule de type Citroën Evasion, avec calandre Lancia ;
- 1 Golf ;
- 1 camion magasin Sovam ;
- 1 caravane, en très mauvais état.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a envoyé au cours de l'après-midi une photo montrant une des BX sur la dépanneuse.

Depuis la précédente inspection, 4 véhicules ont donc été évacués (audi 100, 2 BX, Fiat Uno).

L'exploitant souligne que les conditions météorologiques plus favorables vont lui permettre de poursuivre l'évacuation mais que ses activités professionnelles ne lui permettent pas de procéder rapidement à cette régularisation. Il rappelle que certains des véhicules sont destinés à être rénovés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant les conditions de stockage et l'état des véhicules, l'IIC considère que le site relève toujours de la législation des ICPE, malgré l'échéance échue de la mise en demeure susmentionnée.

Néanmoins, au regard des actions correctives en cours, l'IIC ne propose pas de sanction administrative et laisse un ultime délai (jusqu'en juin 2025) afin que soient respectés les termes de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois